Document generated on 05/09/2025 8:30 a.m.

Études internationales

CHAPNICK, Adam, *The Middle Power Project. Canada and the Founding of the United Nations*, Vancouver, UBC Press, 2005, 210 p.

Charles Létourneau

Volume 37, Number 4, décembre 2006

URI: https://id.erudit.org/iderudit/014650ar
DOI: https://doi.org/10.7202/014650ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Létourneau, C. (2006). Review of [CHAPNICK, Adam, *The Middle Power Project. Canada and the Founding of the United Nations*, Vancouver, UBC Press, 2005, 210 p.] *Études internationales*, *37*(4), 662–665. https://doi.org/10.7202/014650ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Il s'adresse pour cette raison à un large public. Il est cependant bien documenté, nuancé dans ses appréciations du mouvement zapatiste ou des succès politiques des communications par le net ou le courrier électronique. En dépit de digressions théoriques et de certaines répétitions, il laisse une impression de concision.

Joseph PESTIEAU

Professeur retraité, Ottawa

RÉGIONALISME ET RÉGIONS – CANADA

The Middle Power Project. Canada and the Founding of the United Nations.

CHAPNICK, Adam. Vancouver, UBC Press, 2005, 210 p.

Il est particulièrement difficile de lire sur la participation du Canada dans le processus de création des Nations Unies sans avoir une impression de déjà vu. Un nombre ahurissant d'ouvrages a déjà été publié sur ce que plusieurs qualifient comme étant le balbutiement de l'internationalisme canadien. Il s'agit certainement d'un des épisodes de la politique étrangère du pays qui a été le plus étudié. Puisqu'un sujet comme celui-ci nécessite une compréhension très poussée des différentes tractations politiques ainsi que du processus de prise de décision, la plupart des recherches écrites jusqu'à présent étaient fondées sur les mémoires de certains acteurs, ou encore sur des biographies. Ces ouvrages, quoique intéressants à maints égards, offrent souvent une vision biaisée de la réalité. Dans ce sens, *The Middle Power Project* jette un éclairage nouveau sur un sujet qui semblait surétudié, puisqu'il s'appuie sur des sources officielles jusqu'alors inaccessibles au grand public et sur des documents personnels de plusieurs personnages clés de cette période.

De par cet ouvrage, Chapnick cherche à mettre un bémol sur plusieurs mythes entourant la place qu'a eue le Canada dans la mise sur pied des Nations unies. Premièrement, il soutient que la délégation canadienne à San Francisco n'était pas guidée par l'internationalisme pearsonien, mais plutôt par le pragmatisme du premier ministre Mackenzie King. Deuxièmement, il apparaît que les Canadiens ont dû se résigner à ne pas promouvoir de façon trop radicale le fonctionnalisme, si cher à Hume Wrong, ainsi que le concept de puissance moyenne, afin d'éviter l'échec des négociations multilatérales, déjà mises à rude épreuve par le schisme idéologique qui régnait entre les grandes puissances. Troisièmement, il semble que, contrairement à la croyance populaire, le Canada ne s'est pas démarqué comme étant l'État meneur des « petites puissances », ou encore représentant des puissances moyennes. Chapnick estime plutôt que ce titre revient à l'Australie, qui était représentée par le persuasif Herbert Evatt. Finalement, *The Middle Power Project* dresse le portrait d'une délégation canadienne jeune, inexpérimentée, dotée de peu de moyens financiers, mais surtout divisée sur le plan idéologique.

La rétrospective débute quelques années avant que la Deuxième Guerre mondiale éclate. Chapnick rappelle que le Canada ne s'est pas véritablement intéressé à l'élaboration

des institutions post-guerre avant 1941. Le fait que le président Roosevelt et le premier ministre Churchill se soient rencontrés au large des côtes de Terre-Neuve pour élaborer la Charte de l'Atlantique sans même que Mackenzie King en soit averti, témoigne à la fois de son indifférence, et du peu d'intérêt qui lui était accordé par ses homologues. C'est également à cette époque que le Département des affaires extérieures commença à être divisé à l'interne. Le départ du sous-ministre O.D. Skeleton aurait exacerbé des tensions déjà existantes entre certains diplomates qui convoitaient son poste ; cet épisode créa par ailleurs un schisme d'ego entre Lester B. Pearson et Normand Robertson.

Le premier test pour le Canada dans l'élaboration de l'après-guerre fut la création de l'Administration des Nations Unies pour le secours et la réhabilitation (UNRRA). Si le public canadien fut très enthousiasmé par l'influence dont le Canada a semblé jouir lors de ces négociations, Chapnick estime que cette illusion est plutôt le résultat d'un manque d'information de la population et des médias. L'auteur affirme que le Canada était un joueur trop jeune et trop néophyte pour espérer bénéficier d'une influence tangible sur l'issue de ces négociations. Il ajoute que Pearson aurait agit de façon politiquement intéressée dans le débat, faisant fit des ordres provenant d'Ottawa, pour promouvoir des intérêts personnels. Dans ce sens, Chapnick qualifie cet épisode d'échec privé, parce que nonobstant le fait que les négociateurs n'ont pas réussi à tirer leur épingle du jeu (du moins, autant que le fonctionnalisme vanté par Wrong le laissait entendre), la population canadienne s'est réjouie de l'attribution d'un poste de directeur de comité au Canada, une première pour le pays.

Pendant que l'internationalisme était de plus en plus populaire au Canada, les diplomates, quant à eux, étaient de plus en plus désillusionnés à l'égard du fonctionnalisme. Le concept était naturellement très attirant pour les États qui ne figuraient pas parmi les grandes puissances, mais ces dernières le voyaient d'un bien mauvais œil. L'URSS ne voyait pas pourquoi les colonies britanniques devaient siéger à la table des négociations, et la Grande-Bretagne souhaitait que l'Empire parle d'une seule voix – elle se disait toutefois ouverte à l'idée d'appliquer le fonctionnalisme au Commonwealth. Ce discours de Londres fit vibrer la fibre impérialiste de certains Canadiens et engendra un débat important à la Chambre des communes. Pendant qu'une certaine partie de la population était très réceptive à l'idée de doter le Canada d'une voix indépendante sur la scène internationale, une autre (loin d'être négligeable) jugeait plutôt que le pays était davantage en mesure d'exercer une influence palpable sur les affaires internationales en s'unissant à l'Empire britannique. Ce débat atteint son paroxysme lors de la Conférence de Dumbarton Oaks où le pays dut choisir entre internationalisme et impérialisme. Si les Britanniques se disaient sympathiques au concept du fonctionnalisme, ils étaient toutefois réticents à la demande canadienne voulant qu'un État puisse siéger au Conseil de sécurité dès qu'il était

question de ses intérêts. D'autre part, même argumenté en termes de *no taxation without representation*, les Américains restaient passablement froids à l'égard des revendications d'Ottawa. Chapnick va même jusqu'à dire que l'esprit radical de Pearson et de Reid, qui tenaient mordicus au fonctionnalisme, aura probablement causé davantage de tort que de bien au Canada. L'histoire confirmera néanmoins que le pays a opté pour l'internationalisme, mais on lui fit rapidement comprendre que s'il était dorénavant un joueur autonome, il ne pouvait toutefois pas espérer définir les affaires mondiales selon ses propres termes.

De surcroît, pendant que les délégués canadiens prétendaient publiquement être en mesure de représenter les autres puissances moyennes dans le cadre des négociations, ce n'était pas le cas lorsqu'ils étaient à huis clos. Alors que les élections fédérales approchaient à grands pas et que la Deuxième Guerre mondiale faisait toujours rage, le Canada n'avait ni les ressources financières et humaines, ni la volonté politique pour prendre la tête d'une coalition étatique d'une telle envergure. À ce titre, Chapnick estime qu'à San Francisco, c'est davantage l'Australie que le Canada qui s'est démarquée comme représentante des puissances moyennes. Selon lui, l'image populaire prétend le contraire principalement parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont tous deux vanté le travail de la délégation canadienne devant les médias internationaux à la suite des négociations. Le fait que l'Australie défiait publiquement les politiques des « quatre grands », pendant que le Canada adoptait une stratégie nettement plus conciliatrice, a très certainement aidé à attirer la sympathie du côté d'Ottawa plutôt que de Canberra.

Chapnick termine en pondérant le mythe voulant que le Canada ait exercé une influence considérable sur le dénouement des négociations à San Francisco. Selon lui, au lieu d'exiger que la Charte octroie des avantages particuliers aux puissances moyennes – approche qui était très populaire auprès des Canadiens – Mackenzie King aura plutôt opté pour une stratégie discrète et prudente, qui visait à ne pas trop froisser les grandes puissances et ainsi éviter l'échec des négociations. Nonobstant, la population canadienne et les médias internationaux auront fait une lecture très différente (et très romancée) des événements, qui ont marqué l'imaginaire collectif au point de persister encore aujourd'hui. Bref, si ce fut la vision des pragmatistes tels que Wrong, Robertson et Mackenzie King qui aura prédominé à San Francisco, les Canadiens se rappellent davantage de l'idéalisme de Pearson et de Reid.

The Middle Power Project fait une relecture rafraichissante du rôle trop souvent idéalisé de la délégation canadienne lors des négociations qui créèrent les Nations Unies. La recherche se base exclusivement sur ces événements, au point d'oublier qu'ils se déroulent parallèlement à la Deuxième Guerre mondiale. L'ouvrage s'appuie sur une recherche empirique tant impressionnante que minutieuse. L'accès à certains documents jusqu'ici classifiés permet une lecture moins partisane que ce ne fut le cas

par le passé. Visant principalement un public académique, ce livre est également accessible à quiconque possédant une connaissance relativement bonne du processus de création de l'ONU. Puisque Chapnick ne prend pas le temps d'expliquer l'importance de chacun des événements qu'il analyse, un lecteur non averti risque de s'y perdre.

Charles LÉTOURNEAU

Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes
Université du Québec à Montréal

In Search of a New Relationship. Canada, Germany, and the United States.

KAIM, Markus et Ursula LEHMKUHL (dir.). Wiesbaden, vs Verla für Sozialwissenschaften, 2005, 160 p.

Le présent ouvrage constitue en fait les actes d'une conférence réunissant des universitaires et des praticiens, manifestation ayant eu lieu à Berlin au printemps 2003 à l'initiative de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, de la *Frei Universität Berlin* et de la *Friedrich Schiller Universität Jena*. Bien que le titre ne le laisse point présager, le livre accorde une attention plus particulière à la place du Canada dans les relations internationales, en particulier dans ses relations avec l'Allemagne, les États-Unis, l'Europe et l'OTAN. Articulé autour de quatre thèmes, l'ouvrage comporte une brève introduction de même qu'une bibliographie sélective.

La première partie s'ouvre sur les points de vue respectifs de deux représentants des gouvernements canadien et allemand. Dans sa contribution, l'ancienne ambassadrice du Canada à Berlin, Marie Bernard-Meunier, insistait essentiellement sur la similarité des positions canadienne et allemande vis-à-vis de la crise puis de la guerre d'Iraq, et en particulier sur le fait que l'argumentaire de l'administration américaine n'avait convaincu ni l'une ni l'autre des deux capitales. De son côté, le coordinateur de la coopération germano-américaine au sein du ministère allemand des Affaires étrangères, Karsten Voigt, mettait l'accent sur l'idée que la relation canado-allemande constitue un élément incontournable, quoique trop souvent ignoré, de la relation transatlantique. Rappelant ensuite la convergence de plusieurs éléments des politiques internationales allemande et canadienne (Protocole de Kyoto, TPI, ISAF, etc.), Voigt ne manquait pas de souligner que cette harmonie se retrouvait jusque dans une opposition commune à certaines positions américaines. En dépit de ces divergences entre d'une part le Canada et l'Allemagne, et d'autre part, les États-Unis, le politicien rappelait que les Européens et les Nord-Américains partageaient essentiellement les mêmes valeurs et faisaient face à des défis qui ne pourraient être relevés avec succès que conjointement.

La deuxième partie du livre est consacrée aux politiques nationales canadienne et allemande vis-à-vis de l'OTAN. David Haglund (Queen's University) cherche surtout à démontrer en quoi le 11 septembre a modifié les relations bilatérales canado-américaines, ceci afin d'illustrer ce qui différencie cette relation de celle qui unit le Canada et l'Allemagne. Outre la